

Le Triomphe de la mort

PAR ROBERTO SCARPINATO
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 5 JANVIER 2016

[media_asset]

commence la publication d'un texte en trois volets sur la mafia et la peur écrit par Roberto Scarpinato, procureur général au parquet de Palerme. Mémoire historique de la lutte antimafia en Sicile, cette haute figure de la justice en Europe n'a cessé de donner un sens politique et historique à son travail de magistrat. Son texte, publié en partenariat avec le MuCEM, offre une plongée saisissante dans les ténèbres de la société sicilienne et du genre humain.

Dans un palais de Palerme se trouve la peinture la plus célèbre de la ville : une gigantesque fresque murale datant de 1456 appelée *Le Triomphe de la mort*. Au centre est représenté un squelette monté sur un cheval blanc traversant la ville au galop et décochant des flèches qui sèment la mort. Au sol gisent, mortes ou moribondes, des personnes de différentes classes sociales : aristocrates, ecclésiastiques, marchands et gens du peuple. Plus que le témoignage d'un passé révolu, cette fresque pourrait être considérée comme un symbole de la ville qui, défiant le temps, parvient jusqu'à nos jours.

La peur de la mort, chevauchant les siècles et les générations, demeure en effet au cœur de la vie de la cité, où elle est devenue un thème constant et incontournable, qui a forgé la psychologie collective de différentes manières.

[media_asset]

Lorsque je suis arrivé à Palerme pour la première fois, en 1989, afin d'entamer mon travail de magistrat antimafia [voir son portrait [ici](#) — nldr], j'ai été accueilli par un collègue plus âgé qui m'a proposé de faire un tour en voiture « pour me présenter la ville ». J'ai accepté de bon gré, croyant partir à la découverte de monuments merveilleux et de superbes paysages. Mais j'ai immédiatement constaté que je me trompais.

Après quelques minutes, mon guide a arrêté la voiture dans la rue où, m'a-t-il expliqué, on avait assassiné le 3 septembre 1982 Carlo Alberto Dalla Chiesa, célèbre général des carabinieri, ainsi que sa jeune épouse et son chauffeur. Après avoir vaincu le terrorisme des Brigades rouges, il croyait pouvoir vaincre la mafia. Son travail en tant que préfet de Palerme n'avait duré que cent jours. Après sa mort, sur les lieux du massacre, quelqu'un avait déposé une pancarte qui disait : « *Ici est mort l'espoir des Palermitains honnêtes* ».

J'ai pensé qu'il s'agissait d'une digression, mais je me trompais. La deuxième étape nous menait sur les lieux où avait été tué Giuseppe Greco, chef du commando mafieux qui avait assassiné le général et qui avait déjà signé d'autres « *meurtres de renom* » sur ordre de la Commission, organe dirigeant de la mafia. C'était un chef mafieux célèbre pour sa valeur militaire, et il s'était rendu compte, après l'assassinat de Dalla Chiesa, que cet ordre reposait sur des motivations politiques éloignées des intérêts de l'organisation mafieuse. Il avait ainsi commencé à poser des questions afin de découvrir la véritable raison de cet assassinat. Peu de temps après, il avait été tué d'une balle dans la nuque par l'une des personnes en qui il avait le plus confiance, son bras droit Vincenzo Puccio, assassiné à son tour en 1989.

La visite — la « *présentation de la ville* » — continua ainsi pendant quelques heures. On m'a ensuite conduit dans la rue où, le 6 janvier 1980, avait été assassiné Piersanti Mattarella, président de la région : celui-ci avait osé entraver les affaires juteuses de certains mafieux et hommes politiques complices des mafieux. Avant son assassinat, conscient du danger, Mattarella s'était rendu à Rome pour demander une protection auprès des représentants de l'État et de son parti (la Démocratie chrétienne), dont il était un membre important. Au retour de ce voyage, désespéré, il avait confié à sa secrétaire : « *Si on me tue, ce sera à cause de ce voyage* ». Quelques années plus tard, alors que je travaillais sur le procès du sénateur Giulio Andreotti, sept fois Premier ministre et vingt-six fois ministre, j'ai prouvé que ce dernier — qui représentait dans l'imaginaire collectif l'incarnation

même de l'État — avait secrètement pris part, avec des hommes politiques mafieux et autres cols blancs de la mafia, à deux réunions avec les mafieux qui avaient assassiné Mattarella. Lors de la première réunion, on avait expliqué à Andreotti que Mattarella, à cause de son comportement, constituait un problème qu'il fallait résoudre.

[media_asset]

de la seconde réunion, après l'assassinat, Andreotti avait exprimé son désaccord face à la solution radicale adoptée mais, par son silence, il avait protégé les assassins. Dans le jugement définitif qui a établi la complicité d'Andreotti avec la mafia jusqu'en 1980, les juges ont écrit qu'il avait ainsi contribué à accroître le sentiment de toute-puissance de la mafia, qui savait pouvoir compter sur la complicité du sommet de l'État et que cela lui avait permis de se sentir invincible. Pour revenir à ce jour de 1989 et à mon arrivée à Palerme, après cette visite sur les lieux de l'assassinat de Mattarella, j'ai parcouru une multitude d'autres lieux de mort, et à chaque étape mon guide me renseignait sur les modalités des meurtres et leurs dessous.

Un interminable chemin de croix, une sorte de *lectio magistralis* sur les liens pervers entre crime et pouvoir qui ont marqué l'histoire de la Sicile et de l'Italie. À la fin de la journée, nous n'avions vu que 30 % des lieux à visiter.

La mort et la mémoire. Au fil des années suivantes, mes connaissances professionnelles et de l'existence s'étant enrichies, je me suis aperçu qu'il n'existait pas une place ni une rue qui n'ait été le théâtre d'attentats sanglants. Le spectre de la mort planait à chaque carrefour, à chaque coin de rue. Dans certains lieux, des plaques avaient été posées, rappelant les noms des nombreux représentants de l'État qui avaient été assassinés là (magistrats, policiers, carabinieri, élus du Parlement ou de la Région, etc.). Dans beaucoup d'autres lieux, les noms n'étaient pas gravés dans le marbre mais restaient néanmoins inscrits dans la mémoire collective. Dans la mémoire des familles et des amis des victimes. Dans la mémoire de ceux qui, parfois par dizaines, avaient assisté par hasard

à un meurtre dans la rue, avaient vu la terreur dans les yeux de la victime puis assisté à ses ultimes convulsions. Dans la mémoire de tant d'enfants habitués au spectacle de la mort.

Sur les photos des journaux de l'époque et de la police scientifique, on voit parfois des enfants tentant de se frayer un chemin dans la foule de curieux amassée autour du cadavre encore chaud. Certains marqués à la craie dans la rue par la police, indiquant l'emplacement où se trouvait le cadavre. En Sicile, on apprend dès l'enfance à regarder la mort et la vie en face. On n'a pas le temps de s'attacher à ses propres illusions.

Les noms des victimes restent aussi gravés dans la mémoire des assassins, contraints de vivre avec leurs souvenirs. Les mafieux — surtout ceux de la vieille génération — ont un rapport sérieux à la mort, je dirais même « institutionnel ». Le meurtre n'est jamais un acte impulsif et ne peut être dicté par la rancœur personnelle. C'est un acte de violence auquel on a recours seulement s'il répond aux intérêts de l'organisation mafieuse. Pour cette raison, il doit être autorisé par les organes directifs supérieurs. Il existe deux niveaux décisionnaires. Le plus élevé est celui de la Commission, lorsque les victimes désignées sont des personnalités importantes de la société civile ou des mafieux ayant enfreint les règles internes. S'il s'agit d'homicides de rang inférieur, la décision revient aux chefs des divisions territoriales.

« Nous ne pouvons pas faire la guerre à l'État »

Les meurtres commis en dehors des normes établies entraînent pour leurs exécutants la peine capitale pour insubordination ou l'expulsion pour inaptitude à leur rôle. Au cours d'une enquête antimafia, nous avons, à l'aide de micros espions, écouté les « leçons de mafia » qu'un chef mafieux bourgeois, le docteur Giuseppe Guttadauro, célèbre chirurgien, dispensait à un jeune issu du peuple qui aspirait à faire carrière au sein de l'organisation. Le premier expliquait au second les règles rigides et les principes de l'organisation. Les chefs mafieux issus de la

bourgeoisie ont été nombreux, dès les origines de l'histoire de la mafia, au point que celle-ci a été définie comme un mélange mortel de cerveau bourgeois et de bras armé prolétarien. C'est pour cette raison que la violence mafieuse n'est pas anémique, mais au service d'un ordre parallèle à l'ordre institutionnel. Et donc respectueuse des hiérarchies sociales existantes.

[media_asset]

eyJtZWRpYSI6eyJpZCI6IjU2NzgyZmYyYTVjOTU5ZDZlZGFiNDUzOGFzIj09BhcdGitoImaWxhd sur Mya, Nvw
Gaetano Badalamenti, l'un des chefs les plus prestigieux de la mafia populaire, avait l'habitude de dire : « *Nous ne pouvons pas faire la guerre à l'État* », désignant par « *État* » les classes dirigeantes qui en occupent les positions stratégiques. C'est pourquoi on ne peut exercer la violence envers un représentant des classes supérieures sans mandat, autorisation, ou du moins sans le consentement des membres de la même classe. Dans ces cas-là, l'usage de la violence est autorisé ou sollicité au motif que la victime désignée, par son comportement, met en danger les intérêts du groupe social auquel elle appartient. L'homicide est donc considéré comme *extrema ratio*, une solution radicale adoptée uniquement lorsque les tentatives non violentes visant à convaincre la victime de se plier aux ordres ont échoué.

Dans certains procès, il a été possible de retracer les différentes tentatives mises en œuvre pour faire rentrer la victime désignée dans le rang avant de la tuer, par des personnes proches dotées d'autorité et de légitimité. « *Dieu sait que ce sont eux qui veulent se faire tuer* » est la devise de nombreux cols blancs de la mafia, qui justifient ainsi l'inéluctabilité d'un meurtre, en en faisant porter la responsabilité par la victime elle-même qui n'a pas accepté les « *bons conseils* » de ses amis. La rationalité propre à la violence mafieuse, son rapport fonctionnel à l'ordre établi sont reconnus par les membres de l'organisation, mais doivent aussi être compris par tous les citoyens : ils sont ainsi censés gérer de manière équilibrée leur rapport à la peur et apprendre à vivre dans la ville où le triomphe de la mort est continuellement mis en scène. Le message que l'on cherche à transmettre est le suivant : la mort ne te concerne pas et il ne faut pas en avoir peur si tu respectes les règles de l'organisation,

« *si tu écoutes les bons conseils des amis* », « *si tu ne t'occupes que de tes affaires, sans te mêler de celles des autres* ». À Palerme, la peur n'est donc pas un élément perturbateur de l'ordre mais le résultat d'un ordre social qui repose sur elle.

La mort ne dérive pas d'un danger inconnu et imprévisible qui apparaît soudain dans votre vie. La mort, avant de vous ravir, vous parle, s'annonce, condition d'apprendre la grammaire et la syntaxe du pouvoir sur lequel est fondé l'ordre mafieux.

À l'arrivée de Salvatore Riina — un homme violent issu du peuple — au sommet de l'organisation mafieuse, on a vu s'ouvrir une parenthèse de décadence à l'intérieur du système mafieux, qui a duré jusqu'à son arrestation (1992). La démocratie interne où toute décision découlait d'une prudente médiation entre les chefs fût alors remplacée par la dictature d'un petit groupe de personnes imposant leur volonté par la terreur. Une fracture interne a eu lieu, qui s'est réduite après l'arrestation de Riina, lorsque les tenants de la stratégie de cohabitation avec l'État et de l'utilisation chirurgicale de la violence ont repris le pouvoir.

Vivre avec la peur de la mort. La mort a tenu le rôle principal dans la vie de la cité non seulement parce qu'elle a marqué son passé, mais aussi parce qu'elle a habité continuellement et souvent secrètement l'esprit et le cœur des vivants comme une menace constante, les obligeant à se mesurer au sentiment de la peur. Les morts qui ont marqué la vie de la cité ne peuvent jamais être archivées comme des histoires achevées. Chaque histoire déclenche un jeu de miroir, d'identifications, de projections, qui vous oblige à revivre la mort des autres comme une anticipation et une mise en scène de votre propre mort, dans un corps à corps au résultat incertain.

En d'autres lieux, la peur de la mort est un fait occasionnel provoqué par des événements particuliers : maladies, accidents, menaces ou agressions provenant de petits délinquants (des voleurs par exemple) ou de déséquilibrés. À Palerme, au contraire, la peur de la mort fait partie d'un apprentissage constant et commun de la vie. Dans

un tel lieu, il est presque impossible de demeurer indemne. Tôt ou tard, la réalité vous tombe dessus et vous oblige à vous mesurer à la peur. Si par exemple vous êtes un commerçant ou un entrepreneur, la mafia vous demandera de lui verser une partie de votre chiffre d'affaire, ou bien de blanchir de l'argent sale, ou encore de vous associer à des affaires illégales. À ce moment-là, vous devrez choisir : vous soumettre, devenant esclave et complice, ou vous rebeller et vous adresser à la justice, acceptant le risque d'être tué et de renoncer à une vie normale. Vous devrez alors accepter de vivre pendant des années sous escorte, parfois de changer de ville et d'identité.

Durant cette tourmente, qui peut durer des mois, défilent dans votre esprit les histoires de tous ceux qui se sont trouvés avant vous face à ce choix dramatique : les histoires de ceux qui ont été tués, des résignés et des vaincus, de ceux qui sont devenus complices, de ceux qui ont trouvé la force de résister. La mort de l'autre vous a précédé et devient la mise en scène potentielle de votre propre mort. La peur devient votre compagne fidèle et les stratégies pour la dominer un apprentissage existentiel incontournable.

L'exemple cité est valable pour toutes les catégories sociales. Si vous êtes un homme politique ou un représentant des institutions, le pouvoir mafieux vous demandera d'intervenir pour l'aider dans ses affaires ou pour protéger ses membres. Dans tous les cas, on vous demandera d'être passif, inerte, de ne pas faire obstacle. Si vous refusez ou si vous faites entrave, vous risquez d'être tué, comme c'est arrivé à des hommes politiques de premier plan, le président de région Mattarella cité précédemment, ou Pio La Torre, secrétaire régional du parti communiste et d'autres encore. Ceux qui jouent les médiateurs sont souvent, dans ces cas-là, des personnages insoupçonnables : les cols blancs de la mafia, des gens de votre classe sociale, qui ont fréquenté les mêmes écoles que vous, qui fréquentent les meilleurs salons et qui, secrètement, sont des chefs de la mafia ou en sont complices pour des raisons de pouvoir ou d'argent.

Si vous êtes médecin, on vous demandera par exemple de pratiquer une consultation légale visant à déclarer que tel mafieux ne peut pas rester en prison, ou de falsifier une expertise garantissant l'impunité pour des assassins. Si vous ne le faites pas on vous tuera, comme c'est arrivé au docteur Paolo Giaccone, médecin légiste palermitain assassiné en 1992 pour avoir refusé de falsifier une expertise dactyloscopique, ce qui aurait évité à un mafieux la prison à vie.

Si vous êtes...

Si vous êtes journaliste, vous pouvez écrire des articles se bornant à rendre compte de manière neutre des procès en cours, ou vous pouvez faire du journalisme d'investigation sur le terrain et dévoiler des histoires de corruption souvent ignorées par la justice elle-même. Et dès lors, vous savez que vous pouvez être assassiné, comme de nombreux autres journalistes : Cosimo Cristina, Giovanni Spampinato, Mauro de Mauro, Giuseppe Fava, Mario Francese, Giuseppe Alfano, Giuseppe Impastato, Mauro Rostagno et tant d'autres.

[[lire_aussi]]

Si vous êtes hôtelier et que la police vous demande de mettre votre hôtel à sa disposition pour suivre des mafieux qui le fréquentent, vous devez choisir : refuser ou collaborer, en risquant alors d'être tué, comme Carmelo Ianni, propriétaire de l'hôtel Riva Smeralda, assassiné en 1980 pour avoir permis aux policiers de se déguiser en serveurs afin de mettre au jour les trafics de drogue de certains mafieux.

Si vous êtes curé, vous devez choisir : vous borner à faire votre messe le dimanche et prononcer des sermons empreints d'un amour abstrait pour son prochain et sur l'importance de la famille, ou bien sortir de l'enceinte protégée de votre paroisse, plonger dans la vie difficile du quartier, témoigner concrètement des valeurs de l'évangile en essayant d'arracher les jeunes à la mafia, prendre position contre la violence exercée sur les plus défavorisés. Et vous savez bien que pour cela vous serez condamné à mort, comme le père Pino Puglisi, tué le 15 septembre 1993.

Si vous êtes magistrat, vous êtes confronté à un choix : continuer à mener une existence tranquille, sans risque, en ne vous occupant que de procès ordinaires qui relèvent du code civil, ou vivre sous une menace constante de mort en instruisant des procès qui concernent la mafia, notamment ceux qui mettent en cause les chefs de l'organisation, les « *homicides de renom* » et les affaires financières. Avant de choisir, vous voyez défiler dans votre esprit la longue liste de tous les magistrats qui, avant vous, ayant fait ce choix, ont été tués. Vous vous souvenez de leur visage, des moments passés avec eux, de l'irruption soudaine ou de la lente approche de la mort qui a englouti leur existence. Vous en parlez à votre famille car vous savez bien qu'à partir de ce moment-là, votre épouse est une veuve en sursis et vos enfants des orphelins potentiels. Dans tous les cas, vous et votre famille devrez renoncer à une vie normale et accepter toutes les limites et les privations d'une vie sous escorte.

Certains n'ont pas pu franchir ce pas, ou ont fait marche arrière à cause des pressions et de la peur de leur famille. Dans certains cas, des enfants ou parents de magistrats antimafia sont tombés malades à cause de l'angoisse incessante dans laquelle ils étaient contraints de vivre.

Hormis celui d'être tués, les magistrats antimafia doivent vivre avec un autre risque : celui d'être attaqués, délégitimés, isolés et marginalisés par les réactions de personnages haut placés — du monde politique et des institutions —, mis en examen pour leurs rapports avec la mafia. Ceux-ci peuvent, *via* leurs relations, lancer des campagnes de discrédit dans la presse et intervenir de manière occulte pour tenter de dévier le cours de la justice. Il s'agit d'un risque constant et sérieux, comme nous l'avons appris par expérience directe. Des magistrats célèbres, comme Giovanni Falcone, ont été contraints de quitter leurs fonctions après avoir été délégitimés. D'autres ont dû se défendre d'accusations portées contre eux par voie de presse devant des commissions disciplinaires ou des tribunaux.

On peut citer d'autres exemples de ce rapport au danger et à la peur de la mort qui habite toutes les catégories sociales et professionnelles, depuis la base jusqu'au sommet de la pyramide sociale.

Même si vous n'êtes qu'un simple citoyen, la réalité peut vous contraindre à faire face à des choix dramatiques, à vivre avec la peur. Il peut arriver qu'en allant faire vos courses ou travailler, vous entendiez des coups de feu. Vous regardez autour de vous et vous voyez des hommes armés en train de tirer sur quelqu'un. Votre regard peut alors croiser celui des assassins. Ils savent que vous les avez vus, mais leur regard vous signifie de manière impérative et claire : « *Vous n'avez rien vu. Si vous racontez quoi que ce soit vous êtes mort. On peut vous atteindre partout. On saura attendre des années, s'il le faut. Et lorsque vous aurez le sentiment que le temps a passé et qu'on vous a oublié et épargné, il vous arrivera un jour d'être approché par quelqu'un qui tirera sur vous dans la rue, parce que nous n'oublions pas* ».

Dans ces moments-là, la réalité vous tombe dessus de toute sa force et menace de vous écraser. Vous devez choisir : soit vous vous éloignez rapidement du lieu du crime, soit vous racontez aux magistrats ce que vous avez vu et oubliez votre vie normale. Il m'est arrivé au cours de certaines enquêtes de m'occuper de meurtres de témoins, qui n'avaient pourtant relaté que des détails secondaires.

Aujourd'hui encore, à Palerme, on tue en plein jour devant des centaines de personnes sans qu'une seule accepte de témoigner. La capacité de la mafia à tuer quiconque a enfreint la loi du silence a imprégné la mémoire collective.

[media_asset|

eyJtZWVpYSI6eyJpZCI6IjU2NzgzMDZIYTVjOTU5MD

À ce propos, je ne citerai qu'un seul cas. En 1973, un mafieux de rang inférieur, Leonardo Vitale, avait décidé de dévoiler à la police certains secrets de la mafia, indiquant les noms et les fonctions de ses membres les plus importants, dont Salvatore Riina, Giuseppe Calò, Rosario Riccobono et Vito Ciancimino. Bien que ses déclarations aient révélé des faits qui ne furent découverts que bien plus tard,

on ne l'avait pas cru sur le moment et toutes les personnes qu'il avait accusées avaient été relâchées. Il fut le seul à être condamné, à dix ans de réclusion. Dans un hôpital-prison, car il était considéré comme fou. Deux mois après sa sortie, et bien que ses déclarations n'aient eu aucune conséquence concrète pour les mafieux, il fût assassiné à la sortie d'une église devant sa famille. Ce meurtre ne faisait pas office de repréailles, mais il avait une fonction de communication symbolique. Par cette exécution ostentatoire, on entendait rappeler à tout le monde que la mort est inéluctable pour tous ceux qui violent la loi mafieuse et que si l'organisation avait attendu si longtemps, ce n'était pas par pitié à l'égard de la victime mais pour montrer que sa capacité impersonnelle de mémoire collective défiait le temps.

Cet exemple montre que certains meurtres n'ont pas de fins pratiques immédiates, mais qu'ils répondent à une fonction de communication symbolique directe : ils visent à garder bien vivant et à alimenter dans la communauté un sentiment de peur, un assujettissement psychique face à la puissance d'une organisation apte à se reproduire au fil du temps malgré l'arrestation et la condamnation de centaines

de ses membres, et capable d'infliger la mort des dizaines d'années après les faits, comme un destin face auquel aucune échappatoire n'est possible. L'organisation et la régénération méthodique de la peur constituent l'essence même de la méthode mafieuse, et l'*instrumentum regni* au moyen duquel la mafia devient un centre de pouvoir.

• **Prochain volet : La peur au sein du pouvoir**

Boite noire

Le **texte de Roberto Scarpinato** que nous publions a été lu le 11 juin 2015 au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (**MuCEM**), à Marseille, qui le lui avait commandé dans le cadre d'un cycle de grandes conférences "Pensée du Monde" sur "**La peur : raisons et déraisons**" dont Mediapart était partenaire et dont vous pouvez retrouver toutes les vidéos **ici**.

Merci au MucCEM et à la maison d'édition La Contre Allée pour l'autorisation de reproduction de ce texte. Et merci à Anna Rizzello, qui en a assuré la traduction.

Roberto Scarpinato fut par ailleurs en octobre 2014 l'invité d'honneur de la soirée « **Corruption, ça suffit!** », organisée par Mediapart au Théâtre de la Ville, à Paris.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.